

**ALLIANCES ET MESALLIANCES DANS LE CONFLIT EN  
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO\***

ngodi\_etanislàs@yahoo.fr

---

\* **NGODI ETANISLAS**, Chercheur IGRAC, Doctorant Histoire, FLSH, Université Marien NGOUABI,  
BP 2642, Brazzaville, CONGO .

# **ALLIANCES ET MESALLIANCES DANS LE CONFLIT EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

## **INTRODUCTION**

L'enchevêtrement des crises qui affectent la Région des Grands Lacs africains depuis le début des années 1980, avec notamment la guerre civile en Ouganda, les insurrections, génocides et contre-guérilla au Rwanda et au Burundi, de même le conflit au Sud – Soudan et l'impact croissant de la province Orientale (Kivu) ont accéléré l'implosion de l'Etat congolais.

Les événements en République démocratique du Congo (RDC) ont fait de ce géant aux pieds d'argile, une société en proie à une instabilité politique. L'absence de démocratie constitue l'un des critères essentiels qui permet de déterminer aujourd'hui l'émergence et la consolidation de la violence comme voie idéale pour accéder et/ ou accéder le pouvoir politique.

Du point de vue géographique, la RDC est entourée des Etats instables de façon endémique dont le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda, le Soudan, la République centrafricaine, le Congo et l'Angola. A côté de ces Etats figurent les seigneurs de guerre, des chefs rebelles, des chefs de milices, opérateurs économiques et réseaux mafieux qui complotent dans le jeu des alliances.

La compréhension de la dynamique de recomposition, l'extinction et la formation des alliances dans le conflit congolais, nous incite à nous poser la question suivante : « Quel est l'impact du jeu dans l'émergence d'une culture de violence en RDC ? »

La RDC en effet, s'est retrouvée au centre d'un conflit où le jeu des alliances artificielles et circonstancielles, fragiles et éphémères a été déterminant. C'est ainsi que dans le cadre de cette réflexion, nous aborderons trois questions essentielles soulevées par ce jeu complexe d'alliances :

- Les fondements du conflit de la RDC
- La dynamique des alliances dans les conflits congolais
- L'évolution politique du conflit de la RDC.

### **I- LES FONDEMENTS DU CONFLIT DE LA RDC**

Les causes du conflit congolais sont internes et externes. Plusieurs analystes retiennent les éléments suivants :

- Les richesses naturelles, immenses et variées (or, diamant, cobalt, hydrocarbures, coltan, uranium, niobium, bois, ivoires, étendues de terre, hydrographie, hydrocarbure) ;
- La position géostratégique de la RDC au centre de l'Afrique ;
- La pauvreté interne ;
- L'absence de la démocratie dans la région des Grands Lacs ;

- La pauvreté, la pression démographique et l'instabilité politique dans les pays voisins ;
- La lutte de leadership régional ;
- Les visées hégémoniques de certaines ethnies ainsi que le tribalisme ;
- L'impérialisme des superpuissances et le capitalisme ;
- La prolifération des armes à feu est plus qu'approche.

Cette analyse profonde éclaire d'un pont les racines du mal congolais.

## **1- Les fondements internes de la crise congolaise**

Les racines du mal congolais sont à chercher dans plusieurs facteurs internes.

### **1.1- L'instabilité structurelle et insurrectionnelle**

Dès son accession à l'indépendance, le Congo belge a été plongé dans la longue spirale de violences politiques : mutinerie de la force publique en 1960 ; la sécession katangaise de 1960 à 1963 ; l'assassinat de Lumumba en 1961, les insurrections mulelistes au Kwilu en 1964 ; la rébellion des Simba au Kivu de 1964 à 1968 ; les guérillas lumumbistes dans les années 1970 et les offensives des gendarmes katangais en 1977-1978.

Dans les années 1990, plusieurs formes de violences politiques sont réapparues, alimentées par la recrudescence du régime MOBUTU et l'effet des différentes crises ensanglantant la Région des Grands Lacs.

### **1.2- La crise de l'Etat et de son armée**

L'effondrement de l'Etat en Afrique centrale semble nullement l'aboutissement des logiques, stratégiques ou conflits qui minent les Etats comme certains analystes le présentent, mais l'effondrement semble plutôt la terre nourricière des dynamiques centrifuges qui sont la manifestation de la fin de l'Etat.

Par effondrement de l'Etat, il convient d'entendre selon la terminologie de W. L. Zartman, une situation dans laquelle la structure, l'autorité, le droit et l'ordre politique se décomposent. (ZARTMAN 1995 : 1).

Dans le contexte de l'effondrement de l'Etat, le gouvernement est paralysé, a perdu et fonctionne sans aucune source de légitimité charismatique ou institutionnelle. Dans ce qu'ils appellent « le retournement du monde », B. Badie et M.C Smouts, le fil conducteur de la crise de l'Etat - nation est l'absence de sécurité, qui est souvent assurée de plus en plus par les groupes et réseaux privés : Communautaires, affairistes ou symboliques d'appartenance. (BADIE, SMOUTS 1995 : 14-15)

L'Etat s'effondre lors qu'il devient l'instrument de sécurisation des intérêts de quelques groupes privés (réseaux affairistes, multinationales, pays étrangers...). Le fondement de la démocratie belligène, semble résider dans le durcissement

lié à l'historicité autoritaire des systèmes politiques et la généralisation des façons de gouverner et de revendiquer. L'un des grands atouts du régime MOBUTU fit son armée, instrument de répression et d'imposition de la dictature. La violence était le mode de production du pouvoir et de la domination, le moyen de sécurisation économique, un circuit d'Ascension politique, de recomposition des élites et de redistribution du pouvoir.

Le début des années 90 coïncide avec la déliquescence des Forces armées zaïroises, liée à la politisation, le népotisme, la corruption, les détournements. Cette déliquescence a été à l'origine de sa déroute face aux troupes de l'AFDL entre octobre 1996 et mai 1997.

### **1.3- Autoritarisme, ethnicisme et violations des droits de l'homme**

La crise qui a secoué la RDC entre le 14 septembre 1960 et le 24 novembre 1965 est caractérisée par des sécessions, rébellions, violations des droits de l'homme. Ayant réussi à éliminer physiquement Patrice LUMUMBA, MOBUTU a été présenté par les puissances occidentales comme l'homme providentiel. C'est ainsi que de 1965 à 1990, l'histoire du Zaïre se confond avec celle de MOBUTU et son parti unique, le MPR. (BRAECKMAN, 1991)

La tribalisation ou l'ethnicisation du pouvoir de MOBUTU était devenue une réalité patente. Le processus de démocratisation déclenché au début des années 1990 offre l'image d'un véritable Etat anti-démocratique et un terrain de prédilection pour les violences et l'instabilité politique. On passait de l'échec de l'exercice démocratique des années 1960 à un pouvoir autoritaire, un régime dictatorial, avec comme corollaire, la violation massive et systématique des droits de l'homme.

### **1.4- Les crises identitaires et foncières**

Elles sont liées à la question banyamulege, une communauté de pasteurs tutsi rwandais, implantés au cours du XIXe siècle sur les Hauts plateaux situés entre Fizi et Uvira dans le Sud- Kivu. Sans terre, ni autorité coutumière, les Banyamulege apparaissent comme des étrangers.

Le début des années 1990, voit apparaître un certain nombre de menace contre cette communauté : guerres civiles, tensions ethniques, polémique sur leur nationalité. Les Banyamulege sont victimes en juillet 1996 de discriminations, violences physiques et d'évictions dans le Sud – Kivu.(WILLAME, 1997 ). On les refuse la nationalité par toutes sortes de subterfuges politiques. Les rivalités entre les Banyamulege et les ethnies voisines telles les Bahembe, Bafuliru, Bavira sont instrumentalisées par les tenants du pouvoir dans le but d'étouffer des ambitions jugées dangereuses.

L'impact de la haine ethnique, la remise en cause de la nationalité zaïroise des Banyamulege, ainsi que la généralisation des violences au Rwanda et au Burundi, provoquent une forte réaction identitaire au sein des

Banyamulege, soucieux de se défendre. C'est dans ce contexte qu'on parlera de la « rébellion banyamulege » à l'Est du pays en octobre 1996.

### **1.5- L'échec de la transition démocratique au début des années 1990**

Le blocage politique à l'intérieur du pays s'est enlisé dans d'interminables querelles, poussant nombreux acteurs nationaux à une certaine léthargie et au désespoir.

La crise politique n'ayant pas été résolue à la conférence nationale souveraine, seules des négociations entre partis étaient envisageables. C'est ainsi que sous un pseudo – multipartisme, proclamé le 24 octobre 1990. Les partis politiques avaient fini par prendre en otage le processus de démocratisation et la population congolaise.

La RDC connaît aujourd'hui la plus longue période de transition. Cette période est souvent vue comme celle de la restauration autoritaire effectuée sous le couvert d'un multipartisme qui dissimulait mal une faussa sortie de la dictature du parti unique de MOBUTU. (MATHIEU, WILLAME 1999 :112)

## **2- Les fondements externes de la crise congolaise**

Pour appréhender les fondements externes de la crise congolaise, il convient de voir : le passé colonial, les crises rwandaises et burundaises et les jonctions des crises régionales.

### **2.1- Le poids de l'héritage colonial**

La superficie de la RDC est de 2.345.000 Km<sup>2</sup>, équivaut à peu près de 80 fois, celle de son ancienne puissance coloniale, la Belgique. La colonie du Congo belge a été victime de la violence coloniale exportée par la Belgique, d'abord sous l'Etat Indépendant du Congo, propriété privée du Roi Léopold II (1885-1908)et sous la colonisation belge (1908-1960). (NDAYWEL 1997 : 208)

A bien d'égard, l'approche coloniale belge, par son insistance à ne pas favorisé l'éclosion d'une élite intellectuelle et politique bien formée a contribué à installer le chaos dans ce pays. (PONDI 1997 : 11). L'autorité coloniale n'envisageait pas de faire acquérir aux indigènes une culture politique destinée à les préparer à la gestion de la chose publique.

La situation de carence de cadres politiques, découle de la politique coloniale qui ne voulait pas créer des universités pour favoriser la formation des mécontents et agitateurs. Il fallait un enseignement primaire très largement diffusé, coiffé d'un enseignement secondaire réduit et orienté vers les domaines de formation professionnelle.

Ce lourd héritage de déficit démocratique, de violence et de culture dictatoriale que la Belgique va léguer à sa colonie, indépendante le 30 juin 1960

aboutira à la transition la plus douloureuse de l'Afrique noire, avec la décapitation du leadership politique, le retour à un pouvoir autoritaire.

## 2.2- Les crises rwandaise et burundaise

L'assassinat du président rwandais, J. HABYARIMANA en avril 1994 a entraîné le pays dans une effroyable guerre civile et la déstabilisation sous-régionale. Le Rwanda a inauguré la décennie 1990 par une vague d'instabilité et les conflits qui transforment la région en un vaste champ de désordre.

De même, les troupes inter-ethniques et les massacres politiques au Burundi entre 1965 et 1984 et au début des années 1990 ont vu dans la dynamique le paroxysme des logiques de violences politico-ethniques. Ces conflits et le génocide rwandais ont entraîné des milliers de réfugiés dans les pays voisins et contribuer à aggraver les crises identitaires en RDC. MOBUTU avait vu dans ces deux crises les prémices de son départ du pouvoir. En grand visionnaire de géopolitique africaine et mondiale, il déclarait en 1988, deux ans après l'attaque de Kigali par les FPR en octobre 1990 :

« La tension des Grands lacs est plus redoutable que l'éruption de tous les volcans de la région. Car, les larves des volcans détruiront seulement une partie de la région, tandis que l'éclatement du conflit des Grands lacs embrassera toute l'Afrique centrale, orientale et australe. Il n'épargnera personne. » (N'GBANDA, 1998)

## 2.3- La jonction des crises régionales

La RDC fait frontière avec 9 pays dont 7 ont des mouvements insurrectionnels :

- \* l'UNITA et le FLEC en Angola;
- Les factions rebelles burundaise ;
- Les factions rebelles ougandaises ;
- La rébellion sud soudanaise ;
- Le mouvement rebelle de la RCA ;
- Les Ex- FAR et les Interhamwe du Rwanda ;
- Les factions rebelles (Cobras, Ninjas, Cocoyes) du Congo Brazzaville

Les crises régionales ont fait de ce pays, le principal foyer d'affrontement des différents acteurs. Le régime de MOBUTU était impliqué dans trois conflits.

- Dans la Région des Grands Lacs, le Zaïre soutenait massivement les rebelles ougandais(ADF, NALU, UNRF II, FUNA, LRA, WNB.F. ), rwandais(Ex-FAR et les Interhamwe) et burundais (FDD) qui maintenaient leurs bases d'assaut et de repli en territoire zaïrois.
- Au Soudan, le Zaïre soutient le gouvernement central de Khartoum en guerre civile contre les guérilleros sud-soudanais de la SPLA, bénéficiant des appuis de l'Ouganda, de l'Ethiopie et de l'Erythrée.
- En Angola enfin, le soutien accordé par MOBUTU aux rebelles de l'UNITA de Jonas SAVIMBI, était loin de rassurer le MPLA.

En bref, ces différents conflits révélaient l'imbrication des puissances occidentales, formant des alliances de convenances. La dynamique des crises régionales en Afrique médiane mettait dès lors en lumière la compétition entre la France et les États-Unis par pays interposés. Ce qui met en jeu, deux axes :

- ⊙ France- Khartoum, Zaïre, UNITA, Rébellions Hutu du Rwanda et Burundi
- ⊙ USA- SPLA- Ouganda- Rwanda- Burundi- Ethiopie- Erythrée- Luanda.

## II- LA DYNAMIQUE DES ALLIANCES DANS LE CONFLIT EN RDC

Dans l'analyse des classes dirigeantes, l'absence des socles idéologiques ou des bases programmatiques des mouvements armés ou des partis politiques ne prête à aucune conséquence. Les raisons évoquées pour justifier le rapprochement entre deux groupes divergent. La stratégie d'alliance et de coalition renouvelée, trouve en partie son origine dans la défense des intérêts communs.

L'alliance se définit de plusieurs manières :

- « L'alliance est un accord dans lequel les Etats s'engagent à coopérer en utilisant leurs ressources militaires contre un ou plusieurs signataires à user de la force ou à considérer unilatéralement ou en consultation avec ses alliés l'emploi de la force dans des circonstances particulières » (OSGOOD, 1969 : 4)
- « Les alliances sont des pactes conclus dès le temps de paix en vue de l'assistance militaire mutuelle de ceux qui les ont signés » (PLANTEY 1987 : 86)
- « Une alliance est un arrangement formel ou informel pour la coopération sécuritaire entre deux ou plusieurs Etats. » (WALT 1987 : 12)
- « Une alliance militaire est un contrat d'assistance mutuelle en cas d'attaque armée contre un ou plusieurs membres. » (CHAIGNEAU 1998 : 75)

Les alliances font partie intégrante de la politique internationale, constituant le premier moyen par lequel les Etats et autres acteurs cherchent à coopérer dans le but d'augmenter leur puissance afin de mieux assurer et protéger leurs intérêts. Les nombreux acteurs impliqués dans le conflit en RDC ont mis en évidence la politique des alliances.

### 1- Les alliances dans la première guerre du Congo (octobre 1996- mai 1997)

Le succès militaro- politique et l'écroulement du régime de MOBUTU a été le résultat de plusieurs facteurs dont l'implication des États voisins, mouvements politico- militaires, les minorités ethniques et intérêts économiques. (BALANCIE, LA GRANGE 1999 : 817). L'assise du régime de MOBUTU était faite d'une combinaison des appareils répressifs et idéologiques.

#### L'alliance Banyamulege – Rwanda

Avec le génocide au Rwanda en 1994, les responsables du FPR souhaitaient avant tout , le démantèlement de l'infrastructure politico- militaire du Hutu power implanté dans les camps de réfugiés de l'Est de la RDC et instaurer une

zone tampon afin de sécuriser la frontière rwandaise et prévenir de nouvelles infiltrations.

La rébellion des Banyamulege, Tutsi installés au sud- Kivu depuis des années a été montée en pièce jointe par les responsables rwandais en mai 1996. Face à une armée zaïroise désorganisée, les rebelles banyamulege soutenu par le FPR occupent le Kivu en août 1996. C'est dans ce contexte de cacophonie que surgit le 18 octobre 1996, l'Alliance des Forces démocratiques de libération du Congo, (AFDL), composée de quatre groupes politiques dont : le MRLZ (Mouvement Révolutionnaire pour la Libération du Zaïre) de Anselme MASASU, le CNRD (Conseil national de la Résistance pour la Démocratie) de André KASASE NGANDU, de l'ADP(Alliance Démocratique des Peuples) de Déogratias BUGERA et le PRP (Parti de la Révolution du Peuple) de Laurent désiré KABILA.

L'AFDL était perçu au départ comme un mouvement des « banyamulege », et que toutes les formations politiques alliées constituaient l'agenda caché des concepteurs rwandais. C'est ainsi que ce mouvement sera qualifié de « conglomérat politico- militaire, hétéroclite constitué pour servir de prête – nom zaïrois à l'opération rwando- banyamulege » (BALENCIE, LA GRANGE 1999 : 829).

### **L'alliance AFDL- Rwanda- Ouganda**

Dans le préambule des statuts adoptés à Goma le 4 janvier 1997, l'AFDL se définit comme un mouvement démocratique des masses qui rassemblent toutes les couches de la société congolaise. Elle se fixait comme objectif de restaurer les institutions démocratiques et à favoriser le développement intégral rapide de la société permettant la maximalisation du bien- être social et culturel. L'AFDL pour mettre un terme à la dictature de MOBUTU masquée par un pseudo - multipartisme du début des années 90, a été soutenue militairement par des gouvernements voisins dont le Rwanda et l'Ouganda. Paul KAGAME et Yoweri KAGUTA MUSEVENI avaient fait sortir KABILA sur la scène en le plaçant à la tête des Banyamulege afin de brouiller les cartes.

L'appui du Rwanda à KABILA s'explique par une solidarité entre Tutsi en aidant les Banyamulege et la volonté de se débarrasser des rebelles rwandais de leurs bases arrières au Zaïre. Le climat de tension, de suspicion, d'insécurité entre MOBUTU et KAGAME pousse ce dernier à se débarrasser de l'armée et l'intelligentsia Hutu.

De son côté, MUSEVENI était déjà embarqué dans la logique de se débarrasser lui aussi de ce « vieux léopard » gênant pour la région des Grands Lacs. Il accusait MOBUTU de soutenir les rebelles de la LRA, opérant à partir du Soudan et dont les troupes passeraient par le Nord du Zaïre.

Grâce à cette alliance, l'AFDL devait planifier des attaques victorieuses.

### **L'alliance AFDL- Angola**



L'implication de l'Angola du côté de l'AFDL s'inscrit dans le cadre du rééquilibrage géopolitique et stratégique dans la sous-région. Luanda accuse MOBUTU de ne pas démanteler les bases de l'UNITA du Zaïre. Conséquences : « L'ami de mon ennemi est mon ennemi ». C'est dans ce contexte que les troupes angolaises acceptent de rejoindre les rangs de l'AFDL en avril 1997, dans le but d'obtenir le démantèlement de l'UNITA.

#### **1.4- Les autres alliances de l'AFDL**

Si l'avancée de l'AFDL sur Kinshasa a été facilitée par les unités armées régulières rwandaise et ougandaise secondées par des mercenaires ou des contractuels originaires du Burundi, de l'Éthiopie ou de l'Erythrée voire de la Somalie, le mouvement rebelle bénéficia également le soutien effectif du Zimbabwe, de la Tanzanie et de la Zambie. A défaut d'envoyer directement des hommes, ces pays fournissaient des armes, de l'argent, des avions de transport, des soutiens diplomatiques.

#### **1.5- L'AFDL et l'implication américaine**

Durant la période de la guerre froide, l'importance géostratégique du Zaïre en Afrique centrale et australe n'était pas à démontrer. Cette période est caractérisée par un appui excessif des pays du bloc capitaliste au régime dictatorial du Président MOBUTU par un apport important en armes à feu pour lutter contre les régimes communistes en Tanzanie, en Angola et au Congo Brazzaville, et réprimer toute tentative ou velléité d'opposition interne au pouvoir. MOBUTU était le valet de l'impérialisme occidental, avec pour mission de soutenir et protéger les intérêts économiques et stratégiques de l'Occident.

Mais, avec la chute du mur de Berlin, la redéfinition des intérêts américains et la réévaluation de ses nouveaux objectifs obligèrent Washington à devenir plus regardant vis-à-vis de ses anciens alliés africains. MOBUTU, vieillissant n'était plus le joker dont l'Amérique avait besoin. (N'GBANDA 1998 : 120-132)

Le leadership dans la Région des grands Lacs était désormais aux mains de MUSEVENI. Le grand atout que de celui-ci a utilisé pour s'attirer la sympathie des lobbies américains a consisté à brandir le gouvernement de Khartoum comme une menace de l'intégrisme musulman contre son pays et le reste de la sous-région de l'Afrique orientale et centrale. C'est dans ce sens que Washington se servira de MUSEVENI pour abattre le grand Baobab du Zaïre.

L'appui américain aux rebelles de l'AFDL a été énorme tant du point de vue de logistique en terme de reconnaissance, de communication et d'intendance, qu'au niveau politique du fait des rapports très cordiaux avec le régime rwandais du FPR et de l'Ouganda. De ce fait, ces deux pays bénéficiaient de l'appui matériel et diplomatique de Washington dans l'intention de déstabiliser MOBUTU, victime de l'hypocrisie de la communauté internationale, en mal de repentance et de déculpabilisation du fait de son implication dans le génocide au Rwanda en 1994.

Selon certaines informations, les Etats- Unis auraient installé un centre C3I (Command, Contrôle, Communication and Intelligence ) à Kigali, d'où étaient coordonnées les activités de la rébellion de l'AFDL. Il faut ajouter à cela la fourniture d'armes et de munitions, équipements et hommes et les prises de position de certains diplomates américains. (REYNTJE NS., 1999)

Contrairement à l'AFDL bien organisée à travers les différentes alliances, la déliquescence des Forces armées zaïroises a permis la chute de MOBUTU. Les différentes alliances conclues avec les pays alliés comme le Togo, le Tchad, le Maroc, le Koweït, l'Israël, l'Egypte, la Libye resteront lettre morte. Le soutien de la France et du régime de Khartoum à MOBUTU ne changea pas la donne sur le terrain.

Dans le contexte géopolitique spécifique où l'essentiel de l'Etat se trouve dans ses régions périphériques, une crise induit automatiquement une crise une crise de l'Etat central. On peut ainsi comprendre la facilité avec laquelle le vent du Kivu a emporté le régime de MOBUTU. Ainsi, si le Kivu est devenu la poudrière des Grands Lacs, il semble aussi être cette terre centrale à partir de laquelle dépendent la stabilité et la sécurité des Etats de la région. L'analyse du jeu d'alliances de cette première guerre dite «guerre de libération » permet de faire plusieurs observations. Si KAGAME a attaqué au Kivu par Banyamulege interposé, c'était pour préserver sa propre sécurité et Khartoum qui fabriquait des guérillas au Zaïre souhaitait lutter contre MUSEVENI, perçu comme ennemi dangereux.

Au bout de compte, l'ironie du sort dans l'itinéraire géopolitique interne du « Congo- Zaïre- Congo » est la politique de puissance conçue et voulue par MOBUTU. Cette situation de faillite et de démission de l'Etat a favorisé l'émergence et le développement de la violence, dont s'est inspirée l'AFDL de KABILA, dont T. BAKARY nomme la « kabilisation » du changement politique. D'où selon ce même auteur la « vision héroïque et martyrologique ou révolutionnaire du changement politique. » . (BAKARY 1998 :13)

## **2- Les alliances dans la deuxième guerre du Congo (depuis août 1998)**

### **2.1- La fin de l'Alliance AFDL- Rwanda – Ouganda et le repositionnement des acteurs**

L'application des promesses du «rebelle » devenu «président » devait poser problème au lendemain de la victoire de Laurent Désiré KABILA en mai 1997. Ce dernier saisissant toutes les opportunités pour s'émanciper de la tutelle de ses voisins – alliés, s'avère moins manipulable que prévu. Le terrain de la rupture était déjà prêt.

Plusieurs raisons explique la rupture entre KABILA, MUSEVENI et KAGAME, qui l'ont fait «roi de la RDC ».

D'abord, le refus de KABILA de tenir ses promesses : refus de satisfaire les aspirations des Tutsi (Banyamulege, Banyarwanda) concernant le Kivu, du fait de

la reconnaissance de leur nationalité congolaise ; les mauvaises fréquentations avec le Soudan, la Libye, l'Iran, la Chine et Cuba ; le soutien au Hutu power et le rapprochement de KABILA avec les Etats francophones.

Ensuite, la lutte d'influence pour le contrôle de la nouvelle armée congolaise. En effet, la marginalisation des Tutsi du pouvoir congolais, la question de l'avenir de l'armée rwandaise au Congo, les mutineries à répétition accentuent la dégradation des rapports entre le régime de Laurent Désiré KABILA et ses voisins de l'Est.

Il y a aussi, la fameuse tentative d'assassinat fomenté par les anciens amis, pour se débarrasser de KABILA. Ce qui incite ce dernier de prendre la décision de renvoyer les soldats rwandais et autres étrangers le 26 juillet 1998.

Enfin, la situation à l'intérieur du pays est déplorable. L'occupation étrangère est mal perçue et ressentie par les populations locales, parlant d'une «recolonisation du Congo» par le Rwanda et l'Ouganda et de l'accession d'un KABILA étroitement contrôlé par ses parrains ougandais et rwandais. Nul n'ignore que KABILA a été porté au pouvoir par une coalition d'armées et d'intérêts économiques, était dépourvu de forces militaires. Très vite, il apparut que KABILA allait tenter de se débarrasser de ses encombrants tuteurs et s'atteler sans beaucoup de méthodes, avec un entourage douteux à la reconstruction du Congo.

Tous ces faits démontrent le climat de suspicion ayant régné ayant les alliés. De ce fait, l'attitude des USA envers KABILA était claire : « Soutien tant qu'il reste sous protection rwando-ougandaise et lâchage dès que les relations se dégradent ». C'est dans ce contexte qu'en septembre 1997, les Américains deviennent hostiles à KABILA et se sentent déçus par les orientations économiques et politiques du régime de KABILA. La journaliste belge Colette BRAECKMAN rapporte qu'en juillet 1998, «les Américains avaient encouragé le Rwanda et l'Ouganda à se débarrasser de KABILA qu'ils jugeaient incapable de diriger un Etat suivant les règles du libéralisme et qui remettait en cause les contrats passés avec les sociétés minières. Ils estimaient qu'aucune paix durable ne pouvait être conclue tant que le vieux- rebelle ami de Cuba, de la Corée du Nord et de la Libye serait aux commandes. » (Le Soir, 3 février 2001.)

## **2.2- Les forces en présence dans la guerre dite d'agression**

Le 26 juillet 1998, les officiers rwandais et ougandais qui avaient amené l'AFDL au pouvoir sont remerciés sans ménagement par un KABILA soucieux de se débarrasser de ses alliés. La décision de rapatriement est justifiée par la prise du pouvoir de l'AFDL et la fameuse tentative de coup d'Etat manqué.

Pour KAGAME, cette éviction présage le pire, d'où l'idée de créer une zone tampon destinée à le protéger d'éventuelles attaques. De son côté, MUSEVENI s'estime trahi par KABILA qui héberge plusieurs mouvements rebelles ougandais. Il entend mener ses propres opérations de nettoyage au Congo. Le « Bismarck africain » rêve s'accaparer le marché congolais. Museveni, a déjà exprimé le vœu de créer un vaste état qui s'étendrait de l'Atlantique à l'Océan indien.

Il semble avoir un besoin d'espace vital à l'instar d'Adolf Hitler dont il est un admirateur comme on le voit dans sa déclaration du 4 avril 1997 devant l'East African Law Society: « Ma mission est de faire en sorte que l'Erythrée, l'Ethiopie, le Soudan, l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda, le Burundi et le Zaïre deviennent des Etats fédéraux d'une même nation. Maintenant ce n'est pas un choix, mais une obligation (a must)... Comme Hitler a fait en unissant l'Allemagne, nous devons le faire aussi ici. Hitler était un type brillant, mais je crois qu'il est allé un peu trop loin en voulant conquérir le monde entier ».....

Le 2 août 1998, les troupes rwandaises et ougandaises déclenchent la guerre dans l'Est de la RDC. Les gouvernements des pays voisins agressent la RDC au motif que ce pays venait d'instaurer la dictature. Deux coalitions se trouvent en face dans cette guerre, d'où le terme de « Première Guerre mondiale africaine » Les forces en présences dans le jeu des alliances peuvent être saisies dans le tableau suivant :

<i>Acteurs</i>	<i>Pays impliqués</i>	<i>Mouvements rebelles</i>
	<i>Armées nationales</i>	<i>Rébellions</i>
<i>Acteurs nationaux</i>	Gouvernement de KABILA	RCD, MLC, Milices Mayi- Mayi et autres factions rebelles
<i>Troupes étrangères</i>	Rwanda	Ex FAR, Interhamwe
	Burundi	FDD
	Angola	UNITA
	Namibie	
	Ouganda	ADF ; FUNA ; LRA ; UNRF ; WNBF
	Zimbabwe	

**Source :** Tableau réalisé par l'auteur

Ce tableau présente les deux coalitions en guerre. D'un côté, il y a les alliés de KABILA : Angola, Zimbabwe et Namibie et les factions rebelles des pays voisins. De l'autre côté, il y a les ennemis de KABILA : Ouganda, Rwanda et Burundi. La querelle entre KABILA et ces Etats est l'histoire d'un duel qui a mal tourné, d'une promesse non respectée. C'est ainsi que pour masquer leur présence en RDC, le Rwanda et l'Ouganda font créer des mouvements rebelles qui vont agir sur le terrain à travers le jeu des alliances, dont la conséquence évidente sera la partition du Congo en plusieurs zones d'influence et l'émergence d'une « guerre sans frontière ».

Le jeu des alliances au sein des mouvements rebelles en RDC

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. La recombinaison actuelle de l'Afrique centrale ne provient évidemment pas d'un hasard, mais plutôt de l'évolution de certaines circonstances depuis la fin des années 80 : d'abord politiques, avec l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants issus de mouvements de libération (MUSEVENI en Ouganda, MANDELA en Afrique du Sud, KAGAME au Rwanda et KABILA dans l'ex- Zaïre). Ainsi que par la perte d'influence de la France, complètement discréditée par la dévaluation subite du franc CFA

qu'elle imposa à son "pré carré" en janvier et par sa participation active dans le génocide rwandais accompli d'avril à juillet 94 (un million de morts...). La combinaison de ces transformations s'intensifia avec l'effondrement du bloc de l'est (MOBUTU, agent de la CIA, devient alors de plus en plus encombrant) et la mondialisation de l'économie. Tandis que l'opposition zaïroise (fragmentée à travers plus de 400 partis politiques) est engluée dans une transition démocratique de façade depuis 1990, la nécessité d'une lutte armée de grande envergure redevient possible à partir de juillet 94, date de la libération du Rwanda par le FPR (Front Patriotique du Rwanda) jusqu'alors réfugié en Ouganda.

Le premier mouvement rebelle anti- KABILA, le Rassemblement congolais pour la Démocratie (RCD) fut créé par le Rwanda et l'Ouganda dans le but d'évincer Laurent Désiré KABILA du pouvoir. Mais, les malentendus entre ces deux pays avaient provoqué des dissidences au sein du RCD, donnant ainsi naissance à plusieurs branches dont :

- RCD/ Goma
- RCD/ Kisangani
- RCD/ Mouvement de Libération
- RCD/ National

La création du Mouvement de Libération du Congo (MLC), autre rébellion contre KABILA en novembre 1998 apparaît aux yeux de l'opinion publique comme mouvement manipulé par la propagande des mobutistes et l'aspiration de l'Ouganda.

Ce sont ces deux mouvements (RCD, MLC) qui vont s'allier aux pays agresseurs de la RDC, à travers les alliances et mésalliances d'où naîtront des milices tribales, des bandes armées, des braconniers. Les enjeux sécuritaires et économiques dont les deux pays évoquaient seront à la base de l'appui logistique et matériel apporté aux mouvements armés.

#### **- L'alliance RCD/ Goma- Rwanda**

Le RCD/Goma a toujours été considéré comme bras allongé du Rwanda en RDC. La capitale de ce mouvement est à quelques kilomètres de Kigali. Certains auteurs estiment que si le Rwanda soutenait avec intransigeance le RCD/Goma, c'est parce que ce groupe armé est dirigé par des Tutsi congolais et constitue par conséquent une courroie de transmission politique, économique et militaire, qui devait permettre à Kigali d'exercer une sorte de contrôle à distance sur le Congo entier, ou à défaut sur l'Est du pays. (BRAECKMAN 1999 : 16-17)

#### **-L 'alliance MLC- Ouganda**

Le MLC de Jean Pierre BEMBA a été une émanation de l'Ouganda, qui voulait avoir également une main mise sur les richesses naturelles de la RDC, notamment dans la province de l'Equateur. A l'instar du RCD, le MLC a toujours défini son combat comme la lutte pour l'instauration de la démocratie et d'un Etat de droit. C'est ainsi qu'il s'était assigné comme objectif la libération

du peuple congolais de la dictature de KABILA. Les membres les plus influents du MLC recrutés parmi les anciens mobutistes et leurs descendants.

Outre l'alliance avec le MLC, l'Ouganda a entretenu des relations cordiales avec les dissidents du RCD. Ce qui explique l'imbrication des enjeux économiques de cette guerre. La fragilité dans les nouvelles alliances n'est pas à démontrer. Des alliés d'hier deviennent des belligérants du jour au lendemain et vice versa. Les coalitions continuent de glisser selon la logique hobbesienne selon laquelle : « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ».

Du point de vue géopolitique, le conflit congolais a bouleversé le système d'alliance dans la région des grands Lacs, provoquant des antagonismes et des réconciliations inattendues. C'est ainsi que Jean Pierre BEMBA, Ernest WAMBA DIA WAMBA, MBUSA NYAMWISI, Roger LUMBALA et Thomas LUBANGA ont été successivement alliés et ennemis de l'Ouganda

#### **- L'alliance RCD/K – Ouganda**

Cette alliance naît d'une scission au sein du RCD, notamment avec le départ de Ernest WAMBA DIA WAMBA de Goma pour Kisangani le 2 mars 1999. MUSEVENI soutien militairement WAMBA dont la ceinture sécuritaire est constituée des militaires ougandais. Ce dernier met en place le RCD aile Kisangani (RCD/K). Mais, la lutte entre les troupes ougandaises et rwandaises pour le contrôle de Kisangani du 15 au 17 août 1999, déstabilise les bases du RCD/K.

L'installation du RCD/K à Bunia s'ensuit d'un conflit de leadership entre le président WAMBA, opposant historique de KABILA, le commissaire général MBUSA NYAMWISI et le Vice-président TABASIMA. La destitution de WAMBA le 4 novembre 2000 est un acte délibéré de Kampala.

#### **L'alliance FLC- Ouganda**

Pour concentrer toutes les énergies des mouvements rebelles de la RDC, l'Ouganda a procédé à la création du Front pour la libération du Congo (FLC), composé du MLC de J.P. BEMBA, du RCD/K désormais contrôlé par MBUSA NYAMWISI et du RCD/N de Roger LUMBALA.

Une fois de plus, la lutte de leadership des acteurs en présence suscite des conflits ethniques. J.P. BEMBA combat MBUSA NYAMWISI. Les Ougandais se retrouvent dans les deux camps adverses en les appuyant. La victoire de MBUSA le permet d'installer son fief à Beni- Butembo, créant ainsi le RCD/ML.

#### **- L'alliance MLC- RCD/N- Ouganda**

L'alliance entre le MLC et le RCD/N a été renforcé par la rupture partielle entre l'Ouganda et le leader du RCD/ML MBUSA NYAMWISI, devenu allié de Kinshasa et demandant le départ des troupes ougandaises du territoire congolais.

Cette nouvelle configuration politique a été mal perçue par l'Ouganda, qui souhaitait se débarrasser de cet allié jugé corrompu et ingrat. Kampala confiait donc à l'alliance MLC- RCD/N, la mission de récupérer tout l'espace sous contrôle du RCD/ ML.

Par ailleurs, la redéfinition des alliances au sein du RCD/ML qui s'opère en octobre 2002 avait abouti à la rupture entre Thomas LUBANGA, membre du RCD/ML et MBUSA et la mise en place d'une nouvelle alliance avec Kampala.

### **L'alliance UPC- Ouganda**

La création de l'Union des Patriotes Congolais (UPC) de Thomas LUBANGA a également été une émanation de l'Ouganda. Aidé par les Ougandais, LUBANGA, chasse MBUSA et son RCD/ML de Bunia. Kampala considère l'UPC comme une réalité politique incontournable, possédant une administration et une armée pour défendre et gérer l'Ituri. Mais, cette alliance est éphémère.

#### **- L'alliance UPC- RCD/Goma**

Thomas LUBANGA, maître de l'Ituri avec sa milice tribale Hema et contrôlant Bunia s'était vite débarrassé de la tutelle de l'Ouganda pour se rapprocher du RCD/G., soutenu par le Rwanda en janvier 2003. LUBANGA comme MBUSA demande le départ des Ougandais du Congo.

Kampala qui avait installé l'UPC en Ituri n'apprécie pas l'arrivée des militaires rwandais à Bunia. Ce qui l'oblige à renforcer ses positions en hommes, matériel et munitions à Bunia en chassant tous les services de sécurité qui y œuvraient.

### **Alliance FIPI- Ouganda**

L'ingratitude de LUBANGA a conduit l'Ouganda à préparer un nouveau leadership à installer dans l'Ituri. C'est ainsi qu'en février 2003, on annonçait la création d'un nouveau mouvement militaire dans l'Ituri, le Front de l'Intégration pour la pacification de l'Ituri (FIPI) présidé par un chef traditionnel Hema, M. KAWA MANDRO, un dissident de l'UPC. Le FIPI est composé des Lendu, Ngiti et une partie des Hema, appuyés par les alliés ougandais. Les affrontements opposant les hommes de KAWA appuyés par les troupes ougandaises aux troupes de l'UPC à Bunia en mars 2003 aboutissent à la fuite de LUBANGA, permettant au FIPI de contrôler les localités de Bagori et Tchayi.

Cette instabilité dans les alliances est liée à la défense des intérêts économiques de chaque groupe. Chacun selon la région qu'il occupe prélève sa dîme sur les gisements de diamants, cuivre, cobalt, or...

Dans ce même contexte, il faut inscrire les alliances instables et contradictoires des Mayi- Mayi. Ces miliciens se sont alliés progressivement au régime de MOBUTU avant d'intégrer l'AFDL en 1996, puis aux Hutu Interhamwe et aux rebelles burundais des FDD à partir d'août 1998 et au gouvernement

de Kinshasa. Les milices mayi –mayi ont donc émergé de la persistance de la conflictualité du Nord-Kivu longtemps mal gérée et instrumentalisée à souhait. Ces milices ont évolué en interaction avec les armées des pays des Grands Lacs ainsi qu’avec les bandes armées et rebellions ougandaises, rwandaises et burundaises.

### **III- L’EVOLUTION POLITIQUE DU CONFLIT CONGOLAIS**

La signature des accords de paix a inauguré l’ère d’une paix en dent de scie et l’espoir d’espérer à la reconstruction post- conflit de la RDC.

#### **1- Les accords de paix**

Entre juillet 1999 et avril 2003, plusieurs accords de paix ont été signés entre les différents protagonistes de la crise congolaise. Le nombre important d’acteurs, les rivalités et affrontements entre les mouvements rebelles et leurs alliés, les contradictions, la versalité des uns et des autres avaient rendu l’application et l’élaboration des différents accords difficiles.

L’accord de Lusaka conclu en juillet 1999, prévoyait la cessation des hostilités ; le désengagement des forces étrangères en présence ; le désarmement des factions non-signataires dont les ex- FAR et Interhamwe ; la formation d’une armée nationale ; le déploiement des forces de maintien de la paix des Nations Unies dans la zone de conflit ; la normalisation de la situation sur les frontières de la RDC ; le contrôle du trafic d’armes et l’infiltration des groupes armés ; la nécessité de régler les problèmes de sécurité affectant la Région des Grands Lacs.

Cet accord aux yeux de l’opinion publique est apparu comme un échec. La réapparition du clanisme, du népotisme et de la corruption sous KABILA sont autant des maux qui traduisent le malaise social et l’assassinat de KABILA le 17 janvier 2001, marquant ainsi le début d’une évolution politique.

Le dialogue inter- congolais de Sun- City de février 2002, constituait le prolongement de l’accord de Lusaka, instrument de la réhabilitation de l’Etat, de la reconstruction de la paix et de la démocratie en RDC. Ce dialogue a été l’occasion de la constitution et la consolidation des alliances. On note le rapprochement entre le MLC et le Gouvernement de Kinshasa ; la mise en place de l’Alliance pour la sauvegarde du dialogue congolais, composée de l’UDPS d’Etienne TSHISEKEDI, le RCD /Goma d’Azarias RUBERWA et le PALU de Antoine GIZENGA. Ce dialogue a abouti à la formation d’un gouvernement de large union nationale, réunissant les différentes factions impliquées.

#### **2- Les défis de la reconstruction de la RDC**

Il ressort de cette analyse que la reconstruction de la RDC implique les efforts de tous. Parmi les défis à relever il y a : la consolidation de la paix en RDC et dans la Région des Grands Lacs ; la réunification du Congo en associant tous les Seigneurs de guerre, Chefs militaires et autres composantes de la société ; la réconciliation et la reconstruction d’une nouvelle armée congolaise.



Ces défis peuvent permettre la réhabilitation de l'Etat et l'établissement légitime des structures de l'Etat en RDC. La crise du CONGO est dans son fond complexe. Les chances pour une réussite du processus de paix et de démocratisation dépendent évidemment de l'état des paramètres fondamentaux de cette crise. La volonté des politiciens congolais de privilégier leurs intérêts égoïstes à la satisfaction de l'intérêt général et ces derniers ont trouvé en la politique un raccourci pour l'enrichissement facile sur le dos de la population.

## **CONCLUSION**

Il apparaît clairement au regard de tout ce qui précède que, la RDC est une société en crise de démocratie depuis 1960. La transition escamotée, n'est jamais arrivée à son terme. Elle a démarré sous le régime de MOBUTU (1990-1997), prolongée par Laurent désiré KABILA (1997-2001) et redémarrée par Joseph KABILA pour la période allant de 2003 à 2005 grâce à la signature de l'accord global et inclusif en avril 2003.

Les alliances et mésalliances au sein de la rébellion ont abouti au partage des postes politiques et à l'aboutissement de la transition qui permettra d'évaluer l'impact réel du processus de démocratisation en cours en RDC.

La RDC, appelée à jouer le rôle de locomotive pour les pays de l'Afrique centrale et dans la Région des Grands Lacs, mérite une classe politique respectueuse, compétente et capable de concilier harmonieusement les intérêts du pays et ceux d'autres entités géostratégiques régionales.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BAKARY T., « La démocratie en Afrique. L'ère post-électorale ? », Bulletin du CODESRIA, n°3/4, 1998

BALENCIE J.M. LA GRANGE A. Monde rebelles : guerres civiles et violences politiques, Paris, Michallon, 1999

BRAECKMAN C., « La RDC dépecée par ses voisins », in Monde diplomatique n°547, octobre 1999

BRAECKMAN C. Le dinosaure. Le Zaïre de MOBUTU, Paris, Fayard, 1991

CHOME J., L'Ascension de MOBUTU. Paris, Maspero, 1974

MARTENS L., Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba, Avers, Ed. EPO 1985

MATHIEU P. WILLAME J.C., Conflits et guerres au Kivu et dans la Région des Grands Lacs.

Paris, L'Harmattan, 1999

NDAYWEL è NZIEM I., Histoire du Zaïre. De l'héritage ancien à l'âge contemporain,

Paris, Duculot, 1997

NGBANDA NZAMBO ., Ainsi sonne le Glas. Les derniers jours du Maréchal MOBUTU.

Bruxelles, Gideppe , 1998

OSGOOD R., Alliance and American Foreign Policy. Baltimore, London Hopkins Press 1969

PLANTEY A, De la politique entre les Etats. Principe de diplomatie. Paris, A. Pédone, 1987

PONDI J.E., Du Zaïre au Congo démocratique. Les fondements de la crise. Yaoundé. Ed. Clé 1997

REYNTJENS F., La guerre des Grands Lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale, Paris, L'Harmattan 1997

WILLAME J.C., Banyarwanda et Banyamulege. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu

Bruxelles/ Paris, L'Harmattan, 1997